Résumé

Le présent document est une note stratégique, à destination du ministère de la Culture et de la Communication (MCC), qui porte sur les enjeux culturels relatifs à l'essor des technologies numériques qui mobilisent et/ou modifient la pratique de la langue française.

Cette note est le résultat des réflexions issues des échanges qui se sont tenus au cours d'une série de trois ateliers. Elle en est également leur prolongement. Alors que les ateliers ont été l'occasion de recueillir librement des commentaires, des points de vue, des suggestions de la part des participants, la rédaction de cette note a ensuite nécessité un travail d'organisation et de mise en perspective qui a conduit le consultant à formuler un certain nombre de constats, de conclusions et de recommandations qui peuvent être résumés comme suit.

Le champ des technologies de la langue est au carrefour de plusieurs disciplines dont les objets peuvent relever de l'étude de la langue, de la technologie ou des usages. La difficulté de saisir la totalité du champ et de ses implications tient à ce que ces disciplines empruntent en général des voies séparées les unes des autres. **Le rôle d'une politique dans le domaine des technologies de la langue apparaît alors sous ce jour comme l'effort de faire vivre ensemble ces avancées dans une perspective commune et raisonnée.** En ce sens une approche holistique de l'ensemble des forces et problématiques en présence s'avère inévitable.

Afin de penser cet horizon commun, il semble nécessaire de comprendre les enjeux culturels que les technologies de la langue reconfigurent de par leurs caractéristiques et leurs effets. Quatre groupes d'enjeux s'imposent ainsi et se distinguent les uns les autres selon le rôle qu'y tient la langue :

- > Dans le premier groupe la langue est vue comme l'objet dynamique et historique dont l'évolution est singulièrement déterminée par l'utilisation des technologies de la langue.
- > Dans le deuxième groupe, elle y est perçue comme l'instrument social d'intégration et de non-exclusion dont les technologies de la langue amplifient les effets positifs et négatifs.
- > Dans le troisième groupe d'enjeux, la langue apparaît à la fois comme le vecteur d'accès à la connaissance et l'outil pour la préserver, et que les technologies de la langue peuvent aider à adapter aux exigences et aux opportunités du monde de l'information qui s'avère être de plus en plus dématérialisé, connecté, ouvert et multilingue.
- > Enfin le quatrième groupe d'enjeux rappelle la dimension économique de la langue en exposant les possibilités de reconfiguration de métiers et de spécialités qui sont directement impactés par le développement des technologies de la langue.

4

Pour s'inscrire dans cet horizon et répondre aux enjeux posés par les technologies de la langue, le consultant adresse au ministère de la Culture et de la Communication cinq recommandations stratégiques qui dans le détail donnent lieu à plusieurs suggestions opérationnelles :

- > La première de ces recommandations consiste à **renforcer la mission de la DGLFLF en élargissant ses compétences, prérogatives et moyens afin de consolider son rôle pivot dans la politique de la langue et des technologies du numérique.** Pour cela le consultant suggère l'organisation d'un colloque sur les enjeux culturels liés aux technologies de la langue ainsi que la mise en place d'une cellule de veille active sur le sujet.
- > La deuxième recommandation consiste à **améliorer l'accessibilité en ligne des ressources linguistiques francophones dans un monde multilingue et selon les normes technologiques du Linked Open Data (LOD).** Pour cela le consultant suggère à la DGLFLF de conformer sa base de ressources FranceTerme pour en faire un référentiel du LOD, et de participer à la production du référentiel DB Pedia en sa version francophone. Il suggère également d'aider les éditeurs de référentiels francophones à se conformer aux technologies du LOD, notamment en publiant à leur attention des « bonnes pratiques ».
- > La troisième recommandation stratégique consiste à **renforcer le poids et la présence de la recherche française en France ainsi que dans les programmes de recherche et développement du multilinguisme au niveau européen.** Le consultant suggère également de mener un travail de valorisation des résultats scientifiques déjà obtenus dans des programmes existants et en cours, et d'imaginer l'avenir en procédant à une cartographie thématique permettant une vision systémique du domaine des technologies de la langue et de la position de la recherche

française dans le domaine afin de prioriser les sous-domaines spécifiques à soutenir et d'imaginer des problématiques transverses.

- > La quatrième des recommandations consiste à **créer un environnement économique et juridique favorable au renforcement du secteur des technologies de la langue**. Pour cela le consultant suggère de mettre en place une plateforme d'échange permettant la déclaration et la libération des droits d'utilisation des ressources du domaine, plateforme à concevoir en fonction d'une adaptation du cadre juridique encourageant la réutilisation des résultats de recherche (approchant pragmatiquement le *fair use* américain). Il suggère également à la DGLFLF d'agir en faveur des partenariats public / privé et des clusters thématiques et géographiques.
- > Enfin la cinquième recommandation consiste à **renforcer l'appropriation des technologies de la langue par les citoyens et/ou les corps professionnels intermédiaires**. Pour cela le consultant suggère la mise en œuvre d'une politique de formations spécifiques relatives à l'usage linguistique du Web, et aux enjeux des technologies de la langue dans le domaine des industries créatives. Il suggère également la mise en œuvre d'une veille active sur l'usage du français dans des contextes francophones et allophones, et la mise en place d'un forum de discussion entre les spécialistes et les amateurs des métiers de la langue.